



**Soumission à
l'Examen Périodique Universel des Nations Unies
la République socialiste du Vietnam**

Par

**Action by Christians for the Abolition of Torture
Bau Bi Tuong Than Association
Brotherhood for Democracy
Lawyers Rights Watch Canada
Reporters Without Borders
Viet Labor Movement
Viet Tan**

**Pour examen à la 32e session
de l'Examen périodique universel en 2019**

Juillet 2018

Introduction

1. ACAT, l'association Bau Bi Tuong Than, la Fraternité pour la démocratie, Lawyers Rights Watch Canada, Reporters sans frontières, le mouvement ouvrier Vietnamien et Viet Tan se réjouissent de l'occasion pour contribuer au troisième cycle du processus d'examen périodique universel de la République socialiste du Vietnam. Nous présentons ce rapport sur l'état des droits de l'homme au Vietnam, en ce qui concerne la liberté d'expression et le respect par le gouvernement vietnamien des obligations internationales en matière de droits de l'homme, ainsi que nos recommandations au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour la 32ème session du groupe de travail sur l'Examen périodique universel (EPU) au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en janvier 2019.
2. Lors de l'Examen périodique universel de 2014, le gouvernement vietnamien a accepté 182 des 227 recommandations présentées. Cependant, bien que le gouvernement vietnamien ait accepté les recommandations concernant la participation continue aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, la mise en œuvre des obligations en matière de droits de l'homme et la coopération internationale en matière de droits de l'homme, il continue de faire l'objet de critiques de la part de la communauté internationale en raison de ses restrictions accrues aux droits fondamentaux, notamment la liberté d'expression et liberté d'information. En particulier, le Parlement européen a adopté deux résolutions urgentes concernant l'arrestation de l'avocat des droits de l'homme Nguyen Van Dai et du journaliste Nguyen Van Hoa en juin 2016 et décembre 2017, respectivement. En outre, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (UNWGAD) s'est prononcé en faveur d'un certain nombre de pétitions déposées au nom de blogueurs et de défenseurs des droits de l'homme. Le Groupe de travail a noté que les nombreuses affaires dont était saisi l'UNWGAD pouvaient constituer des signes d'emprisonnement « généralisés ou systématiques ou de toute autre privation grave de liberté en violation des règles du droit international susceptibles de constituer un crime contre l'humanité ».¹
3. Depuis 2014, le gouvernement vietnamien a sévèrement restreint les libertés fondamentales d'expression et d'information. Nous sommes particulièrement préoccupés par la sévère répression subie par les journalistes, les blogueurs et les défenseurs des droits de l'homme au cours des deux dernières années. Cette soumission examinera les questions clés suivantes:
 - Limitation de la liberté d'expression et d'information
 - Liberté de presse restrictive
 - Augmentation des attaques numériques
 - Réduction de la société civile
 - Persécution de journalistes, de blogueurs et de défenseurs des droits de l'homme

¹ https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Detention/Opinions/Session78/A_HRC_WGAD_2017_26.pdf

Limiter la liberté d'expression et d'information

4. Le gouvernement vietnamien a accepté un certain nombre de recommandations visant à promouvoir et à protéger la liberté d'expression en ligne et hors ligne lors du dernier Examen périodique universel (n ° 145, n ° 146, n ° 153 et n ° 158); Cependant, il n'a pas respecté la liberté d'expression et a promulgué de nouvelles lois restreignant les droits à la liberté d'information et d'expression.
5. En outre, il convient de noter que le gouvernement vietnamien n'a pas autorisé les procédures de plainte individuelle en ce qui concerne le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cela empêche le Comité des droits de l'homme de recevoir des plaintes individuelles concernant le non-respect par le gouvernement vietnamien des normes relatives au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Loi sur la cybersécurité

6. L'Assemblée nationale vietnamienne a adopté une loi sur la «cybersécurité» en juin 2018, qui pourrait avoir des conséquences graves et restreindre la liberté d'expression et la liberté de l'information en ligne. La loi sur la cybersécurité vise à protéger contre "les complots ou l'utilisation du cyberespace pour porter atteinte à la souveraineté nationale, aux intérêts et à la sécurité de l'ordre social et à la sécurité". Ce langage vague et large pourrait faciliter les abus de ceux qui adoptent la loi.
7. L'article 8 de la loi sur la cybersécurité définit les actes interdits comme des « messages, préparation et diffusion de contenus d'informations sur le cyberespace » pouvant « perturber la sécurité ou l'ordre public » ou considérés comme une « propagande contre l'État ». Un langage général faisant référence à la propagande contre l'État a déjà été utilisé pour restreindre le droit à la liberté d'expression.

La liberté d'information

8. Le gouvernement vietnamien a accepté les recommandations visant à protéger et à garantir le respect de la liberté d'information (n ° 149). En dépit de cet engagement, l'Assemblée nationale vietnamienne a adopté la loi sur l'accès à l'information en avril 2016, qui limite à son tour le droit d'accès à l'information. En outre, la loi autorise les autorités à sanctionner les individus partageant des informations publiques jugées critiques à l'égard de l'État.
9. L'article 6 de la loi sur l'accès à l'information interdit aux citoyens vietnamiens d'accéder aux documents émanant du gouvernement et des organismes publics jusqu'à ce qu'ils soient considérés comme déclassifiés par les autorités. Les citoyens ne sont pas autorisés à obtenir des informations dans des domaines aussi vastes que la politique, l'économie et la technologie.
10. L'article 11 de la loi interdit aux personnes de fournir ou d'obtenir des informations pouvant être considérées comme « s'opposant à l'État » ou « portant atteinte à la politique de solidarité », ainsi que de porter atteinte à « l'honneur, la dignité ou la réputation de, ou causant des dommages matériels à un individu, une agence ou une

organisation ». Le langage vague offre au gouvernement vietnamien la possibilité de refuser de fournir des informations ou de poursuivre en justice des personnes qui recueillent ou diffusent des informations critiques à l'égard de l'État.

Liberté de presse restrictive

11. Le gouvernement vietnamien a accepté plusieurs recommandations (n ° 144, n ° 156, n ° 159) tendant à promouvoir des médias libres et à autoriser les médias non étatiques dans le précédent Examen périodique universel. Malgré cela, le gouvernement vietnamien a resserré son emprise dans le domaine des médias et a adopté une législation qui restreint la publication de certaines informations dans les actualités.
12. Le journalisme imprimé et audiovisuel reste sous le contrôle absolu du Parti communiste. Les médias d'État sont également passés à des plateformes en ligne telles que des sites Web et canaux de médias sociaux, y compris Facebook et Twitter, qui ont étendu la portée des nouvelles et des informations contrôlées par le gouvernement à la sphère en ligne.

Droit de la presse

13. Les autorités vietnamiennes ont adopté une loi modifiée sur la presse en avril 2016. Si la loi maintient l'autorité et le pouvoir de l'État sur la presse, elle contient également de nouvelles dispositions concernant les responsabilités des journalistes et de l'association de journalistes en matière de conservation des informations conformément à la loi qui doivent s'aligner avec le parti communiste. La loi comprend également des dispositions supplémentaires concernant les actes interdits dans les activités de presse.
14. L'article 4 de la loi sur la presse stipule que la presse a pour rôle « d'être la voix des agences du parti et de l'État, des organisations sociopolitiques, des organisations sociopolitiques, des organisations sociales et des organisations socioprofessionnelles », associant ainsi les publications au Parti communiste et ses agences et institutions affiliées.
15. L'article 8 de la loi décrit le rôle et le pouvoir de l'Association des journalistes vietnamiens, renforçant le fait que les journalistes sont contrôlés par l'État. La loi décrit les activités que l'Association des journalistes vietnamiens devrait exercer plutôt que de lui permettre d'avoir sa propre autonomie. En outre, l'article indique que le rôle de l'association est de « coordonner avec les agences de gestion de l'État la diffusion et le partage du droit de la presse ». Cela montre clairement qu'il y a un manque d'organisations ou d'associations de médias indépendantes, car tous les journalistes doivent coopérer avec l'État.
16. L'article 9 de la loi est particulièrement préoccupant. Il est interdit à la presse de publier et de diffuser des informations pouvant être considérées comme critiques vis-à-vis de l'État, ainsi que de publier des informations susceptibles de provoquer « une division entre les couches de la population, entre le peuple et l'administration du peuple "ou" offensent la nation et les héros nationaux ». Cette disposition de la loi sur la presse

empêche les journalistes de faire des reportages sur des questions politiques sensibles et de publier des opinions critiques à l'égard de l'État.

17. En outre, l'article 57 dispose que tout journaliste ou organisme de presse réputé publier un contenu réputé violer l'article 9 verrait son autorisation d'activité de presse révoquée.
18. L'article 38 de la loi sur la presse dispose également que les journalistes et les organes de presse sont tenus de révéler l'identité de leurs sources à la demande d'un "procureur en chef", d'un "juge en chef" ou d'un autre responsable de rang similaire.

Augmentation des cyber attaques

19. Lors du dernier Examen périodique universel en 2014, le Gouvernement vietnamien a accepté les recommandations concernant la fourniture et l'utilisation de services Internet et d'informations en ligne (Nos 154 et 155). Cependant, depuis lors, les autorités ont créé de nouvelles lois et trouvé des tactiques pour étouffer les informations en ligne et accéder à des informations privées et sécurisées en obligeant les sociétés étrangères à configurer des serveurs de données locaux conformément aux lois nationales.
20. Le gouvernement a adopté une loi sur la cybersécurité qui prévoit que les centres de données doivent être collectés et stockés dans le pays. L'article 26 de la loi oblige les entités offshores à mettre en place des serveurs de données locaux et des bureaux au Vietnam. La loi oblige essentiellement les sociétés Internet étrangères à fonctionner conformément à la législation vietnamienne et à fournir les données d'utilisateur demandées, ce qui permet aux autorités d'accéder aux données et aux informations des utilisateurs et de les censurer.
21. Des acteurs pro-gouvernementaux ont mis en place des attaques par déni de service distribué (DDoS) sur les sites Web et les applications mobiles, rendant les sites et les applications inaccessibles au grand public. En mai 2016, des pirates sponsorisés par l'État ont lancé une attaque DDoS contre une application mobile destinée à encourager les utilisateurs de smartphones à exprimer librement leurs opinions politiques avant les élections à l'Assemblée nationale du Vietnam.² Un site Web dirigé par des groupes de la société civile vietnamiens marque les un an de la crise de Formosa au large de la côte centrale du Vietnam a fait l'objet d'attaques fréquentes de DDoS après son lancement en mars 2017. Les attaques de DDoS empêchent les utilisateurs vietnamiens d'accéder à l'information et constituent une violation du droit à la liberté d'expression et à la liberté d'information.
22. L'annonce faite par un général vietnamien en décembre 2017 selon laquelle un groupe de travail appelé « Force 47 » est utilisé pour combattre des informations que les autorités considèrent comme étant fausses ou critiques à l'égard de l'État. Le général Nguyen Trong Nghia, chef adjoint du département de politique générale de l'armée

² <http://viettan.org/en/ahead-of-national-assembly-election-vietnamese-authorities-resort-to-ballot-stuffing-on-independent-platform-for-political-expression/>

vietnamienne, a déclaré que la cyberarmée était « prête à lutter contre les idées fausses toutes les secondes, minutes et heures »³.

23. En 2017, le gouvernement vietnamien a adressé à Google plusieurs demandes visant à supprimer plus de 6 000 vidéos sur Youtube, citant «la sécurité nationale » ou « les critiques du gouvernement »⁴. La majorité des demandes émanaient d'organismes gouvernementaux, ce qui indiquait que le gouvernement vietnamien réglementait le contenu publié sur les plateformes spécifiques utilisées par les internautes vietnamiens.

24. Facebook étant la plate-forme de médias sociaux la plus populaire au Vietnam, le gouvernement vietnamien tente fréquemment de censurer Facebook pendant les périodes de grande sensibilité politique. Au cours des manifestations qui ont suivi la crise du poisson de Formosa dans le centre du Vietnam, les autorités ont bloqué de manière intermittente l'accès à Facebook dans les régions où des manifestations publiques étaient susceptibles de se produire.⁵

25. Les autorités ont également collaboré avec les opérateurs de télécommunication pour bloquer les messages texte standard si les utilisateurs de téléphones mobiles envoyaient des messages contenant des mots particuliers tels que « bieu tinh » (protestation) ou « bau » (vote) en mai 2016, à la suite des élections à l'Assemblée nationale du Vietnam suite à la Crise de Formosa.⁶

Persécution de journalistes, de blogueurs et de défenseurs des droits de l'homme

26. Le Gouvernement vietnamien a accepté les recommandations visant à protéger les journalistes, blogueurs et défenseurs des droits de l'homme et à créer un environnement favorable à leur travail (n ° 149, n ° 167). En outre, le Gouvernement vietnamien a également accepté les recommandations tendant à modifier le Code pénal afin d'éviter qu'il ne soit appliqué de manière arbitraire pour restreindre la liberté d'expression et qu'il soit conforme aux obligations internationales en matière de droits de l'homme (n ° 34, n ° 150, n ° 156, n ° 157, n ° 166). Malgré cela, les autorités ont lancé une répression politique sans précédent en 2017, arrêtant, exilant ou émettant des mandats d'arrêt à l'encontre de plus de 25 blogueurs, journalistes citoyens et militants pacifiques. Beaucoup ont été condamnés à de longues peines de prison.

³ <https://rsf.org/en/news/vietnams-cyber-troop-announcement-fuels-concern-about-troll-armies>

⁴ https://transparencyreport.google.com/government-removals/by-country/VN?hl=en&country_request_amount=group_by:totals;authority:VN&lu=country_request_amount&country_item_amount=group_by:reasons;authority:VN

⁵ <https://techcrunch.com/2016/05/17/facebook-blocked-in-vietnam-over-the-weekend-due-to-citizen-protests/>

⁶ <http://viettan.org/en/vietnam-cyber-dialogue/>

Code pénal de 2015

27. L'Assemblée nationale vietnamienne a adopté un nouveau Code pénal pour remplacer le Code pénal de 1999 en novembre 2015, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2018. Bien que le code pénal ait été modifié, de nombreux articles vagues qui invoquent la sécurité nationale et sont utilisés pour arrêter arbitrairement des militants et des défenseurs des droits de l'homme sont toujours en vigueur.
28. L'article 109 (anciennement article 79) concernant les « activités contre l'État » a été appliqué à des défenseurs de droits de l'homme de premier plan, dont beaucoup appartenant à la Fraternité pour la démocratie, une organisation qui a formé et éduqué les citoyens sur leurs droits fondamentaux. Ces dernières années, la Fraternité pour la démocratie a lancé des campagnes en faveur des victimes de l'accaparement des terres et des pêcheurs touchés par la crise environnementale de Formosa. Plusieurs de ses membres - dont Nguyen Van Dai, Le Thu Ha, Nguyen Bac Truyen, Puy Van Troi, Truong Minh Duc, Tran Thi Xuan et Nguyen Van Tuc - ont été condamnés à de longues peines de prison à 15 ans sous cette charge. La Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Présidente actuelle du Groupe de travail sur la détention arbitraire et Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a exhorté le gouvernement vietnamien à ne pas réprimer la société civile ou étouffer la dissidence à la suite du procès de six membres de la Fraternité pour la démocratie en avril 2018.⁷
29. Tran Huynh Duy Thuc, condamné à 16 ans de prison suivis de 5 ans d'assignation à résidence, compte également parmi ses défenseurs des droits de l'homme et ses journalistes citoyens de plus en plus inculpés pour « activités contre l'État ». Ho Duc Hoa, condamné à 13 ans de prison suivi de 5 ans d'assignation à résidence; et Nguyen Dang Minh Man, condamné à 8 ans de prison suivis de 5 ans en résidence surveillée. Le Groupe de travail a rendu des décisions en faveur de ces trois défenseurs des droits de l'homme susmentionnés, estimant que leur détention était une violation du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Le Dinh Luong, un organisateur communautaire qui a également été inculpé pour ses « activités contre l'État », est en détention provisoire depuis juillet 2017.
30. De nombreux blogueurs ont également été arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison pour « propagande contre l'État » en vertu de l'article 88 du Code pénal de 1999 (renuméroté article 117 du Code pénal de 2015). Nguyen Ngoc Nhu Quynh, Nguyen Van Hoa, Tran Thi Nga, Phan Kim Khanh et Tran Hoang Phuc ont été arrêtés entre 2016 et 2017 et ont tous été condamnés à des peines allant jusqu'à 10 ans de prison. Les blogueurs susmentionnés ont également travaillé avec diverses organisations de médias indépendantes pour rédiger un rapport sur la crise environnementale de Formosa. Les experts de l'ONU en matière de droits de l'homme ont fait part de leurs préoccupations aux autorités vietnamiennes et ont déclaré qu'emprisonner des blogueurs et des activistes pour leurs activités légitimes de sensibilisation du public aux préoccupations environnementales et de santé publique est inacceptable »⁸.

⁷ <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22937&LangID=E>

⁸ <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22696&LangID=E>

31. D'anciens prisonniers, dont l'avocat des droits de l'homme, Le Quoc Quan, ont décrit les conditions de détention comme des conditions « pénibles », où des défenseurs des droits de l'homme ont été incarcérés pour « meurtriers, voleurs, personnes gravement malades »⁹⁹. Un ancien prisonnier d'opinion, Dang Xuan Dieu, a déclaré avoir été torturé, extorqué et forcé d'être un esclave. Il a été terrorisé et battu physiquement, puis enchaîné dans une cellule sombre et malodorante, sans eau pendant 10 jours. La militante des droits à la terre, Tran Thi Thuy, qui purge actuellement une peine de huit ans de prison, s'est vu refuser un traitement médical pour une tumeur dans son utérus dans des circonstances qui pourraient constituer une torture. On lui a dit qu'elle ne recevrait de traitement médical que si elle « avouait » les crimes pour lesquels elle avait été condamnée.
32. Il est à noter que le blogueur Pham Minh Hoang a été déchu de sa nationalité d'origine et expulsé du Vietnam en juin 2017. Hoang, qui avait déjà passé 17 mois en prison pour « activités contre l'État », a été contraint de quitter son domicile avant d'être exilé en France. Une décision de l'exécutif de dépouiller Pham Minh Hoang de sa citoyenneté en mai 2017 sur la base de ses opinions politiques constituait une violation de l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose qu'aucun individu ne peut être privé arbitrairement de sa nationalité.
33. En outre, les autorités locales ont constamment harcelé les défenseurs des droits de l'homme et les blogueurs. Depuis sa libération, la militante des droits des travailleurs, Do Thi Minh Hanh, a été fréquemment harcelée et intimidée par la police locale. Elle a été agressée physiquement en novembre 2015 à la suite d'une réunion avec les travailleurs d'une entreprise pour soutenir leur campagne en faveur de la reconnaissance des droits et de l'indemnisation des travailleurs. Plus récemment, en juin 2018, la maison familiale de Minh Hanh à Di Linh dans la province de Lam Dong a été caillassée à trois reprises au milieu de la nuit pendant deux semaines. Le dernier incident survenu le 30 juin a impliqué des engins explosifs qui ont causé de graves dommages à leur domicile.¹⁰¹⁰
- Avant son arrestation, le pasteur Nguyen Trung Ton et son ami ont été kidnappés et agressés par des hommes en civil en février 2017. Ils ont été enlevés de force de leur voiture dans la province de Quang Binh et emmenés dans une région reculée de la province voisine de Ha Tinh, où ils se sont fait battre au niveau des jambes et des pieds à coup de barre de fer. Ils ont été dépouillés de tous leurs effets personnels et de leurs vêtements et ont été abandonnés par leurs assaillants. Le couple a été retrouvé le lendemain matin par des habitants de la région qui les ont aidés à retourner au domicile du pasteur Ton dans la province de Thanh Hoa.
 - De même, le journaliste citoyen et défenseur des droits humains Tran Minh Nhat, dont la maison familiale à Lam Ha, dans la province de Lam Dong, a également été lapidé fréquemment en janvier et février 2016, ce qui a eu pour résultat de lapider l'activiste. Auparavant, les cultures de sa famille avaient été empoisonnées et des voyous pro-gouvernementaux ont mis le feu à des plantes sèches à côté de chez lui. Ces fréquents incidents de harcèlement et d'intimidation créent un

⁹ <http://www.advocatenvooradvocaten.nl/10810/vietnam-interview-with-le-quoc-quan/>

¹⁰ <https://www.amnesty.org/en/press-releases/2018/07/viet-nam-authorities-must-protect-activist-from-mob-attacks/>

environnement très défavorable pour les journalistes citoyens et les défenseurs des droits de l'homme au Vietnam.

Recommandations

34. Ratification des instruments internationaux:

- Ratifier le protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques autorisant le Comité des droits de l'homme à recevoir des plaintes individuelles concernant le non-respect par le gouvernement vietnamien des normes applicables au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

35. Réduction de la liberté d'expression et d'information:

- Éliminer les termes vagues et ambigus de la loi sur la « cybersécurité » qui pourraient être utilisés pour restreindre la liberté d'expression et la liberté d'information en ligne.
- Supprimer les lois utilisées pour restreindre la liberté d'expression ou de réunion sous la garantie de la « sécurité nationale ».
- Veiller à ce que la législation en matière d'accès à l'information soit conforme aux normes internationales en matière de liberté d'information.

36. Liberté de la presse restrictive

- Les médias vietnamiens devraient être autonomes par rapport à l'État pour pluraliser le paysage médiatique et permettre à diverses organisations de médias indépendantes de fonctionner.
- Supprimer les dispositions de la loi sur la presse stipulant que le rôle de la presse doit être la « voix du parti ».
- L'Association des journalistes vietnamiens (et toute autre organisation représentant des journalistes) devrait être une organisation indépendante de l'État qui défend la fonction traditionnelle de la presse en tant que quatrième pouvoir et joue le rôle de gardien des institutions de la société.
- Les journalistes devraient être autorisés à faire des reportages sur des informations sensibles sur le plan politique et à inclure des points de vue critiques à l'égard de l'État afin de produire des articles d'information équilibrés.
- Des procédures judiciaires appropriées doivent être impliquées pour aider les journalistes et les nouvelles organisations à protéger leurs sources.

37. Augmentation des attaques numériques

- Abroger la loi sur la « cybersécurité » qui oblige les entreprises étrangères à stocker des données au Vietnam et à se soumettre à des lois nationales arbitraires pouvant entraîner le partage de données et d'informations d'utilisateurs.
- Abandonnez Force 47 pour prévenir toute forme de harcèlement ou d'intimidation en ligne et pour que la liberté d'expression et la liberté d'information soient également respectées en ligne.
- Arrêtez de travailler avec les fournisseurs de services Internet nationaux pour bloquer les sites Web et les SMS en temps de crise politique.

38. Persécution de journalistes, de blogueurs et de défenseurs des droits de l'homme

- Éliminer les dispositions ambiguës du Code pénal de 2015 qui ont souvent été utilisées pour arrêter des journalistes, des blogueurs et des défenseurs des droits de l'homme condamnés à des peines de prison prolongées.
- Veiller à ce que le traitement des détenus respecte pleinement les conditions énoncées dans l'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement", adopté par la résolution 43/173 de l'Assemblée générale des Nations unies du 9 décembre 1988.
- Restaurez la citoyenneté de Pham Minh Hoang, privé de sa citoyenneté pour avoir simplement exercé son droit à la liberté d'expression et d'association.
- Libérer tous les journalistes citoyens, blogueurs, défenseurs des droits de l'homme, militants religieux et sociaux, immédiatement et sans condition. Ils n'auraient jamais dû être arrêtés.
- Mener des enquêtes indépendantes sur le harcèlement et l'intimidation de militants.